

PHILIPPE CLAUSSMANN

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔME PAR L'ÉTAT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

GROUPE SCOLAIRE ST-LOUIS NOTRE-DAME-DU-BEL-AIR

Route de Saint Léger

78490 Montfort-L'amaury

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2023

Siren : 785100637

Adresse de correspondance : 19, AVENUE DE MESSINE – 75008 PARIS

2, COURS MARIGNY 94000 VINCENNES

TÉL. : 01 53 53 58 00 - 06 09 65 09 96 - FAX : 01 53 53 58 40 - N° SIRET : 409 530 326 00027

GROUPE SCOLAIRE ST-LOUIS NOTRE-DAME-DU-BEL-AIR

Route de Saint Léger

78490 Montfort-L'amaury

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2023

A l'Assemblée Générale des membres de l'association,

1. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels votre Association OGEC SAINT LOUIS NOTRE DAME DU BEL AIR relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de mon rapport.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Subventions d'investissement et de fonctionnement » de l'annexe des comptes annuels concernant l'enregistrement des subventions de fonctionnement :

- Sur cet exercice et de manière exceptionnelle, la notification d'attribution de la subvention de fonctionnement est reçue post-clôture.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

La note « Subventions d'investissement et fonctionnement » de l'annexe des comptes annuels expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux subventions d'investissement et de fonctionnement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 29 janvier 2024

Le Commissaire aux comptes,

P. CLAUSMANN

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 AOUT 2023

BILAN ACTIF

ST LOUIS ND DU BEL AIR MONTFORT L AMAURY

Nomenclature 2023 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	-	-	-	-
	- Fonds commercial	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	5 274	5 274	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 274	5 274	-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	217 065	145 855	71 210	83 298
	- Constructions	12 459 590	7 726 935	4 732 656	4 904 936
	- Installations techniques, matériel et outillage	1 214 025	1 121 775	92 250	118 264
	- Autres Immobilisation Corporelles	959 569	887 758	71 811	78 905
	- Immobilisations corporelles en cours	191 836	-	191 836	286 145
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 042 086	9 882 322	5 159 763	5 471 549
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	320	-	320	320
	- Prêts	53 754	-	53 754	61 218
	- Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	54 074	-	54 074	61 538
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	15 101 433	9 887 596	5 213 837	5 533 087
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	5 372	-	5 372	22 145
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 546	3 040	1 506	1 552
	- Personnels et organismes sociaux	596	-	596	5 114
	- Etat et autres collectivités	646 234	64 517	581 716,66	76 766
	TOTAL CREANCES	651 376	67 557	583 819	83 432
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00	-	-	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	859 829	-	859 829	-
	DISPONIBILITES	573 803	-	573 803	1 592 695
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	103 026	-	103 025,68	102 683
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 193 498	67 557	2 125 849	1 800 966
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	17 294 840	9 955 153	7 339 686	7 334 042

BILAN PASSIF

ST LOUIS ND DU BEL AIR MONTFORT L AMAURY

		Nomenclature 2023 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	35 537	35 537
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	35 537	35 537
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	647 908	647 908
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	647 908	647 908
	REPORT A NOUVEAU	2 847 942	2 790 220
	RESULTAT DE L'EXERCICE	82 581	57 722
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	3 613 968	3 531 387
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	585 034	573 769
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	4 199 002	4 105 156
	FONDS REPORTES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
O V I S I O N	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	12 530	22 530
	Provisions pour charges	81 595	78 503
	TOTAL PROVISIONS (III)	94 125	101 033
D E T T E S	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	2 214 665	2 432 050
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	249 358	316 217
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	165 349	119 208
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	72 378	64 324
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 336	71 994
	Autres dettes	102 544	54 461
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	72 929	69 598
	TOTAL DETTES (IV)	3 048 559	3 127 852
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	7 339 686	7 334 042

COMPTE DE RESULTAT

ST LOUIS ND DU BEL AIR MONTFORT L AMAURY

01/09/2022 - 31/08/2023

Nomenclature 2023 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	695	390
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	2 685 030	2 591 199
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	684 356	655 687
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	22 036	11 726
Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	99 945	23 975
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	0	3 402
TOTAL I	3 492 062	3 286 379
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	0
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	1 484 039	1 389 105
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	117 883	102 334
Salaires et traitements	953 462	912 070
Charges sociales	398 771	385 686
Dotations aux amortissements des immobilisations	576 606	563 348
Dotations aux provisions	8 437	5 345
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	2	8
TOTAL II	3 539 201	3 357 897
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-47 138	-71 519
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	20 421	1 299
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	20 421	1 299
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	75 300	81 040
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	75 300	81 040
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-54 879	-79 742
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-102 017	-151 260

COMPTE DE RESULTAT

ST LOUIS ND DU BEL AIR MONTFORT L AMAURY

01/09/2022 - 31/08/2023

Nomenclature 2023 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	26 075	0
Sur opérations en capital	158 903	209 394
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	184 978	209 394
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	0	0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	184 978	209 394
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	380	412
Total des produits (I + III + V)	3 697 461	3 497 071
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 614 881	3 439 350
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	82 581	57 722

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association OGEC SAINT LOUIS NOTRE DAME DU BEL AIR est une association régie par la loi 1901.

L'association a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignements fondés par l'autorité canonique compétente.

L'association OGEC SAINT LOUIS NOTRE DAME DU BEL AIR vit principalement de la scolarité des familles et des subventions issues de conventions passées avec l'Etat, les collectivités territoriales.

REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes annuels au 31 août 2023 ont été établis et sont présentés selon les règles fixées par le code de commerce et les règlements du comité de la réglementation comptable (CRC 99-01 et CRC 99-03), au règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable, complété des prescriptions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2021 au 31/08/2023

Ils sont établis selon les prescriptions légales et réglementaires dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle dite des coûts historiques.

Changement de méthodes :

Aucun changement comptable n'est intervenu sur l'exercice

Faits caractéristiques de l'exercice :

Aucun fait caractéristique significatif n'est intervenu sur l'exercice

Evènement postérieur à la clôture :

Absence d'événements postérieurs à la clôture

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- Logiciels :	1 à 3 ans
- Constructions :	8 à 50 ans
- Installations, agencements et aménagements :	5 à 10 ans
- Installations générales :	5 à 10 ans
- Matériel, mobilier pour l'enseignement :	5 à 10 ans
- Matériel, mobilier pour le fonctionnement :	5 à 10 ans
- Matériel informatique :	4 à 5 ans
- Manuels scolaires :	3 à 4 ans

Détail des Immobilisations - Acquisitions 2022-2023 : 264 821 €

Date	Libellé	Montant
05/09/2022	KING TR ETE 22 ECOLE	1684,10
11/09/2022	PHILIPPE TR ETE 22 ECOLE	2 052,00
21/09/2022	MVA TR ETE 22 ECOLE	431,00
07/06/2023	ATFC ACPTE	1282,56
07/06/2023	ATFC ACPTE	6 471,84
08/06/2023	KING ACPTE	5 718,10
08/06/2023	KING ACPTE	9 867,98
22/06/2023	TOLLENS PEINTURE GYM NASE	1378,45
26/06/2023	MV ARCHITECTE ACPTE ECOLE TRAV ETE 23	550,80
23/07/2023	KING 2E ACPTE	5 718,10
25/07/2023	EBMLT	1116,00
31/07/2023	MV ARCHITECTES ECOLE TRAV ETE 23	550,80
28/08/2023	KING ECOLE	2 859,20
29/08/2023	JMD SYSTEMES PPMS ET SONNERIE ECOLE	10 950,00
31/08/2023	MV ARCHITECTES ECOLE TRAV ETE 23	1296,70
31/08/2023	VOS ESPACES	1 194,76
01/09/2022	BATAILLE SOLDE FACT 2/8/22	2 344,21
05/09/2022	KING TRAV ETE SUB 22	9 910,35
11/09/2022	PHILIPPE TRAV ETE SUBV 22	1 731,24
11/09/2022	PHILIPPE TRAV ETE SUBV 22	10 568,16
21/09/2022	PATTEUW	1970,52
21/09/2022	MV ARCHITECTES TRAV ETE SUBV 22	2 400,00
15/11/2022	BATAILLE TRAV ETE SUBV 22	2 505,13
22/11/2022	MV ARCHITECTES TRAV ETE SUBV 22	485,56
31/03/2023	ASSISCO	432,00
25/06/2023	BBE ACPTE	864,00
26/06/2023	MV ARCHITECTE ACPTE TRAV ETE SUBV 23	1702,80
11/07/2023	ATFC	1923,84
11/07/2023	ATFC	9 707,76
23/07/2023	KING 2E ACPTE	9 867,98
25/07/2023	EBMLT	1848,00
31/07/2023	MV ARCHITECTES TRAV ETE SUBV 23	2 416,80
03/08/2023	BATAILLE	3 840,82
28/08/2023	king	4 933,98
28/08/2023	VOS ESPACES	1853,09
30/08/2023	HERVE THERMIQUE	65 908,21
31/08/2023	MV ARCHITECTES	8 400,00
31/08/2023	RESINE 2000	27 120,00
31/08/2023	ISOL CONCEPT	2 493,60
02/09/2022	REGUL IKEA MOBILIER RDC SUITE TRAV ETE 22	11 734,30
28/09/2022	MAJUSCULE	15 582,00
	MANUELS SCOLAIRES	6 716,36
	DIVERS	2 438,25

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS		Valeur brute Immobilisations au 31.08.2022	Acquisitions	Cessions mises hors service	Virements poste à poste à	Valeur brute Immobilisations au 31.08.2023
Frais d'établissement Total 1		-				-
Autres immobilisations incorporelles Total 2		5 274,34				5 274,34
Terrains		217 064,77				217 064,77
Constructions	sur sol propre	-				-
	sur sol d'autrui	8 348 416,02			224 506,88	8 572 922,90
	Inst. Gén. Agencement	3 804 207,46	2 425,00		80 034,84	3 886 667,30
Installations techniques, matériel et outillage		1 616 510,42	22 311,60		15 692,76	1 654 514,78
Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. Agencement	235 849,79				235 849,79
	Aménagements divers	-				-
	Matériel de transport	-				-
	Matériel bureau et informatique	269 070,50	11 734,30		2 425,00	283 229,80
Immobilisations corporelles en cours		286 145,20	228 350,45		322 659,48	191 836,17
Avances et acomptes		-				-
Total 3		14 777 264,16	264 821,35	-	-	15 042 085,51
Participations et créances rattachées à des participations		320,00				320,00
Autres titres immobilisés		-				-
Prêts et autres immobilisations financières		61 218,22		7 464,69		53 753,53
Total 4		61 538,22	-	7 464,69	-	54 073,53
TOTAL GENERAL 1 + 2 + 3 + 4		14 844 076,72	264 821,35	7 464,69	-	15 101 433,38

AMORTISSEMENTS		Amortissements au 31.08.2022	Dotations	Immo sorties	virements poste à poste à	Amortissements au 31.08.2023
Frais d'établissement Total 1		-				-
Autres immobilisations incorporelles Total 2		5 274,34				5 274,34
Terrains		133 766,48	12 088,40			145 854,88
Constructions	sur sol propre	-				-
	sur sol d'autrui	4 071 755,27	328 620,94			4 400 376,21
	Inst. Gén. Agencement	3 175 932,09	150 626,28			3 326 558,37
Installations techniques, matériel et outillage		1 461 747,33	72 179,23			1 533 926,56
Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. Agencement	218 081,34	5 731,51			223 812,85
	Aménagements divers	-				-
	Matériel de transport	-				-
	Matériel bureau et informatique	244 433,06	7 360,13			251 793,19
Immobilisations corporelles en cours		-				-
Avances et acomptes		-				-
Total 3		9 305 715,57	576 606,49	-	-	9 882 322,06
		-				-
TOTAL GENERAL 1 + 2 + 3 + 4		9 310 989,91	576 606,49	-	-	9 887 596,40

CREANCES ET DETTES :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Lorsque le risque d'irrecouvrabilité des créances apparaît, une provision pour dépréciation est constatée.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif Immobilisé			
Autres immobilisations financières	53 753,53		53 753,53
Actif Circulant			
Fournisseurs : avances,acomptes versés	5 372,42	5 372,42	
Familles ou élèves	1 506,40	1 506,40	
Personnel et charges sociales à récupérer	595,68	595,68	
Collectivités publiques	527 420,00	527 420,00	
Débiteurs divers	170 181,46	170 181,46	
TOTAL	758 829,49	705 075,96	53 753,53

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Capital emprunté, & Compte débiteur de Banque	2 204 468,46	216 141,39	1 043 331,25	944 995,82
Intérêts	10 196,74	10 196,74		
Dépôts et cautionnements reçus		-		
Droits acquis des salariés		-		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 335,73	169 335,73		
Fournisseurs et comptes rattachés	165 349,34	165 349,34		
Familles / avances et acomptes reçus	237 643,21	237 643,21		
Dettes relatives au personnel	72 378,22	72 378,22		
Etat et autres collectivités publiques	48 561,82	48 561,82		
Autres dettes	126 910,70	126 910,70		
Familles / droits d'inscription	11 715,00	11 715,00		
TOTAL	3 046 559,22	1 058 232,15	1 043 331,25	944 995,82

DISPONIBILITES :

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

2 comptes courant : Caisse d'Epargne et Société Générale.

3 comptes Livret (A et CSL) à la Caisse d'Epargne et Société Générale ainsi que 4 comptes à terme

VARIATIONS DES FONDS PROPRES :

	Début d'exercice	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	0			0	0
RESERVE POUR PROJET DE L'ENTITE	647 908				647 908
REPORT A NOUVEAU CREDITEUR	2 790 221	57 722			2 847 942
EXCEDENT AU DEFICIT DE L'EXERCICE	57 722	-57 722			0
SITUATION NETTE	3 438 129	0	0	0	3 495 851
FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE	35 537				35 537
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	573 769	170 168		158 903	585 034
TOTAL DES FONDS PROPRES	4 047 435	170 168	0	158 903	4 116 422

La première application du règlement ANC n°2018-06 pour les exercices comptables ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 a eu un impact sur la présentation du poste Fonds Propres à la clôture de l'exercice précédent. Cette nouvelle application a nécessité le regroupement des postes « Fonds Propres Sans Droit de Reprise » et « Fonds Associatifs avec Droits de Reprise » dans le poste « Subvention d'Investissement » après diminution des amortissements (reprises) qui auraient été pratiqués sur ces subventions.

Le poste Subvention d'Investissement correspond principalement au montant non amorti des subventions qui seraient à rembourser dans le cas de cessation d'activité, de changement d'affectation des locaux ou de résiliation du contrat d'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- Aux engagements pris en matière de retraite des personnels non enseignants. Du fait de la nouvelle convention collective, le calcul a été modifié et le montant des droits acquis par les salariés OGEC au titre des indemnités de départ à la retraite enregistré en provision pour risques et charges s'élève à 81 595€.
- Risque sur créance diverses pour 7 965€ et Risque Social 4 565€

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 31.08.2022	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.08.2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	78 503,31	8 436,81	5 345,30	81 594,82
Provisions pour risques d'emploi				
Autres provisions pour risques	22 530,00		10 000,00	12 530,00
	101 033,31	8 436,81	15 345,30	94 124,82
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS				
sur immobilisations incorporelles				
sur immobilisations corporelles				
sur imm. Titres mis en équiv.				
sur autres immo financières				
sur stock en cours				
sur comptes familles	3 039,95			3 039,95
autres provisions pour dépréciation	149 117,01		84 600,00	64 517,01
	152 156,96	-	84 600,00	67 556,96
TOTAL	253 190,27	8 436,81	99 945,30	161 681,78
dont dotations - d'exploitation		8 436,81	99 945,30	
- financières				
- exceptionnelles		-		

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT :

En application du règlement ANC n°2018-06, les subventions d'investissement (sur des biens renouvelables et non renouvelable) doivent faire l'objet d'un amortissement en corrélation avec l'amortissement de l'immobilisation subventionnées. L'amortissement des subventions ayant un impact sur le compte de résultat.

Au cours de l'exercice il a été reçu pour 170 168€ de subvention d'investissement en provenance du département des Yvelines.

Le montant des amortissements sur subventions reconnu en produit au compte de résultat au 31/08/2023 s'élève à 158 902,74 euros

Le poste Subvention d'Investissement correspond principalement au montant non amorti des subvention qui serait à rembourser dans le cas de cessation d'activité, de changement d'affectation des locaux ou de résiliation du contrat d'association.

Cette année, la notification d'attribution des subventions de fonctionnement a été reçue sur l'exercice postérieur (septembre 2023). Compte tenu du caractère exceptionnel et de l'incidence sur la comparabilité des exercices, il est décidé de déroger exceptionnellement aux principes comptables selon lesquels les subventions de fonctionnement sont comptabilisées à la notification de leur attribution.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS :

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui, présentent un caractère exceptionnel eu égard leur montant.

ENGAGEMENTS LIES A L'EMPRUNT :

- **Montant initial de 2 050 000 € sur 25 ans**

Le montant des intérêts restant à courir au 31/08/2023 représentent la somme de 9 456€.

Les engagements reçus dans le cadre de cet emprunt sont respectivement :

- La caution de la ville de Montfort l'Amaury à hauteur de 30 %
- La caution de l'AECY à hauteur de 70%.

- **Montant initial 1 500 000 € sur 12 ans**

Emprunt souscrit destiné au financement de travaux d'extension dont le décaissement intervient en une ou plusieurs fois. Il a été totalement décaissé au cours de l'exercice.

Le montant des intérêts restant à courir au 31/08/2023 représentent la somme de 741€.

L'engagement reçu dans le cadre de cet emprunt la caution de l'AECY à hauteur de 100%

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	
Avoirs à Recevoir	1 200,00
Collectivités Publiques : Forfaits et Subventions à recevoir	527 420,00
Placements	12 859,12
TOTAL	541 479,12

CHARGES A PAYER

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	
Emprunt	2 204 468,46
Dettes financières diverses	10 196,74
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 106,58
Dettes fiscales et sociales	37 324,00
TOTAL	2 323 095,78

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Eléments	Charges	Produits
Charges et Produits d'exploitation	103 025,68	72 929,00

EFFECTIFS MOYENS

EFFECTIF DU PERSONNEL au 31/08/2023		N-1
Cadres	14	14
Employés	28	30
TOTAL	42	44